

**Délibération n° 2021-12-02/11**

**Objet : AP/CP Construction d'un bâtiment associatif**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU JEUDI 02 DECEMBRE 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un, le jeudi deux décembre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 26 novembre 2021, s'est réuni à 19h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillierme, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public et a été retransmise par voie électronique, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Nombre de membres présents : 24**

**Nombre de membres représentés : 4**

**Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE**

**Présents : Jean-Pierre RICO**

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Julien RODIER - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Isabelle GIANIEL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

**Absents représentés :** Colette MORETEAU *pouvoir à* Brigitte RODRIGUEZ, Pascale MARCHAL *pouvoir à* Jean-Pierre RICO - Romain CASAS-MATEU *pouvoir à* Jean-Pierre RICO, Laurie BELTRA *pouvoir à* Olivier BOUDET

**Absent non représenté : Bernadette CONTE-ARRANZ**

Le quorum étant atteint, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

---

**Monsieur le Maire rapporte :**

Conformément aux articles L2311-3 et R2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP).

Cette procédure permet à la commune de ne pas faire supporter au budget annuel l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais seules les dépenses à régler au cours de l'exercice.

Elle vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la lisibilité des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Il est proposé de gérer la construction du bâtiment associatif en AP/CP.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Se prononcer sur la création de l'AP/CP suivante :

AP n°2		Autorisation de Programme (AP)	Crédits de paiement (CP)		
			2021	2022	2023
	Construction d'un Bâtiment Associatif	1 307 250,00	10 000,00	1 190 000,00	107 250,00
	Chapitre 20 - Etudes	120 000,00	10 000,00	90 000,00	20 000,00
	Chapitre 23 - Travaux	1 187 250,00	0,00	1 100 000,00	87 250,00

NB : reste à chiffrer l'équipement en mobilier/informatique/multimédia

- Affecter 10 000,00 € en crédits de paiement au BP 2021. Les crédits seront affectés aux articles 2031 et 2313 fonction 8203 (M14 en 2021) / 5103 (M57 à compter de 2022).

Ces dépenses seront financées par le FCTVA, une subvention de Montpellier Méditerranée Métropole de 150 000,00 €, d'autres subventions le cas échéant (demandes en cours), un emprunt et de l'autofinancement en fonction des financements obtenus.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 21 voix.

Pour : 21

Contre : 7 (P. Cattin-Vidal - V. Chireux - L. Chamard-Bois - I. Gianiel - L. Taton - C. Sarochar - C. Prost)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,

pour extrait conforme le 02 décembre 2021

Le Maire

Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.